

Motion de MM. Pierre Losio, Bruno Martinelli, Mmes H el ene Ecuyer et Sandrine Salerno: «Relations Ville-Etat: le Conseil municipal doit être informé des intentions du Conseil administratif».

(acceptée par le Conseil municipal lors
de la séance du 12 octobre 2005)

MOTION

Considérant:

- que le problème de la répartition des charges et des compétences entre la Ville de Genève, l'Etat de Genève et les communes genevoises est à nouveau sous les feux de l'actualité à la suite de la décision du Grand Conseil du 18 décembre 2004;
- que ce problème est néanmoins récurrent;
- qu'il doit être abordé de manière globale et non pas sectorielle;
- qu'il est illusoire de vouloir s'y soustraire;
- le respect auquel a droit notre collectivité Ville de Genève;
- les principes de subsidiarité et d'autonomie auxquels nous sommes attachés;
- la volonté exprimée à l'article 3 de la proposition de résolution PR-395 du Conseil administratif;
- enfin, que sur ce sujet le Conseil municipal est insuffisamment informé des intentions et de la stratégie du Conseil administratif,

le Conseil municipal demande au Conseil administratif de lui présenter dans les meilleurs délais un rapport expliquant et précisant:

- ce qu'il en est actuellement des relations entre la Ville et l'Etat;
- l'agenda de travail, s'il en existe un;
- les conditions dans lesquelles il entend aborder la négociation de la répartition des charges et des compétences des collectivités publiques genevoises dans les domaines suivants: péréquation financière intercommunale, social, sécurité, culture, sports, aménagement et mobilité;
- ce qu'il est prêt à proposer sans que l'identité de la Ville de Genève soit aliénée.